

Aperçu des développements du mouvement BDS en 2016

21.07.2016

Categories: BDS-Arguments



Le mouvement mondial de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) à direction palestinienne a été lancé il y a 11 ans comme moyen non violent et efficace pour des personnes et organisations progressistes du monde entier, pour soutenir la lutte du peuple palestinien pour nos droits sous l'égide du droit international.

Inspiré par la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et par le mouvement américain pour les droits civils, BDS est aujourd'hui largement reconnu pour son impact stratégique dans le défi qu'il lance au soutien international au régime israélien d'occupation, au colonialisme de peuplement et à l'apartheid exercé sur le peuple palestinien.

Ayant échoué à arrêter la propagation enthousiasmante du mouvement BDS dans le monde, Israël a lancé une guerre désespérée et dangereuse de répression et de diabolisation contre le mouvement, qui n'est pas sans nous rappeler les moments les plus sombres du Maccarthisme aux États Unis.

Pour autant, le soutien à BDS non seulement n'a cessé de croître, mais s'est accéléré. Des gouvernements

occidentaux, des partis politiques majeurs et les plus grosses organisations mondiales de défense des droits humains ont récemment reconnu BDS comme moyen légitime de défendre et de faire campagne pour la liberté des Palestiniens, la justice et l'égalité.

Ce qui suit est un aperçu des développements du mouvement BDS en 2016. Nous avons aussi publié un tour d'horizon des succès les plus marquants de BDS en 2014 et 2015.

1. Notre campagne pour le Droit au Boycott (#RightToBoycott) reçoit un soutien dans la population et de la part de gouvernements

À la demande d'Israël, les gouvernements des États Unis, du Royaume Uni, de France, du Canada et d'ailleurs cherchent à réprimer BDS. Israël a interdit de déplacement Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS, et annonce que son statut de résidant pourrait être remis en cause.

Des organisations importantes et même des gouvernements admettent que la guerre engagée par Israël pour réprimer BDS est une remise en cause dangereuse des libertés fondamentales.

Des représentants des gouvernements de Suède, d'Irlande et des Pays Bas ont publiquement justifié le droit à défendre et à faire campagne pour les droits des Palestiniens dans le cadre du droit international, via BDS, et des organisations comme Amnesty International, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) et l'Union Américaine pour les Libertés Civiles ont fait de même.

Plus de 23 000 personnes ont signé notre appel à l'ONU au sujet de #RightToBoycott et un témoignage a été récemment présenté en ce sens au Conseil des Droits Humains de l'ONU.

À la suite d'autres journaux américains parmi les principaux, le Los Angeles Times a publié mardi un éditorial intitulé « les boycotts d'Israël sont une forme protégée de liberté d'expression ».

Loin de ralentir le soutien à notre mouvement BDS, la guerre antidémocratique que mène Israël pour le réprimer a apporté au mouvement davantage de notoriété et une audience renouvelée.

2. La campagne Stop G4S gagne de la puissance et s'étend dans le monde

La campagne internationale de pression sur G4S pour qu'il mette fin au rôle qu'il joue dans le système carcéral israélien, dans la police, les checkpoints et les colonies illégales, a rencontré des succès impressionnants en 2016.

La campagne BDS a conduit directement G4S à la perte de contrats avec trois agences de l'ONU en Jordanie, avec un revendeur important en Colombie et à un fonds du gouvernement koweïtien qui a désinvesti de G4S. Cela s'inscrit dans la suite d'une série de victoires dans les campagnes menées ces deux dernières années, au cours desquelles des associations et des investisseurs dans le monde entier, depuis la Fondation Bill et Méline Gates jusqu'à l'Église Méthodiste Unitaire, ont fait de même.

Des syndicats et des groupes de campagne aux USA, en Égypte, en Uruguay, au Chili et au Liban intensifient leur campagne G4S et celle-ci est activée dans plus d'une douzaine de pays.

Lors de la réunion de ses actionnaires en juin, G4S a répété l'annonce faite en mars, selon laquelle il a l'intention de vendre sa filiale israélienne. La compagnie n'est toutefois pas allée jusqu'à certifier qu'elle mettrait fin à tous les aspects de son engagement dans le système carcéral israélien ou dans d'autres violations des droits humains.

3. Nos campagnes contre la complicité des entreprises sont plus efficaces que jamais

En janvier, le géant français des télécom a mis fin à son contrat de franchise avec Partner Communications en réponse à une campagne en France et en Égypte sur le soutien de Partner à l'occupation israélienne.

Le même mois, la compagnie irlandaise CRH a vendu sa filiale israélienne, les ciments Nesher, à la suite d'une pression publique sur la fourniture de ciment par Nesher au mur israélien de l'apartheid et aux colonies.

Reebok, le géant des vêtements de sport, a annulé la livraison d'une édition spéciale d'un modèle de baskets célébrant le « Jour de l'indépendance israélienne », suite à une énorme protestation sur les réseaux sociaux.

En avril, l'état brésilien de Bahia est la dernière entité publique en date à mettre fin à sa collaboration avec la société des eaux de l'État israélien, Mekorot, sur le rôle qu'elle joue dans le vol de l'eau palestinienne.

4. Des gouvernements locaux rejoignent le mouvement BDS et se déclarent Zones libres de l'apartheid israélien

Plus de 50 municipalités espagnoles se sont déclarées, par vote, Zones libres de l'apartheid israélien.

En France, le conseil municipal de Bondy, en banlieue parisienne, a voté « de ne plus acheter de produits des colonies israéliennes » et il a déclaré le boycott légitime comme tactique.

Au Royaume Uni, la Cour Suprême a pris une décision le mois dernier en vue de favoriser les conseils municipaux qui soutiennent le boycott de l'occupation israélienne, ce qui confirme leur droit de le faire dans le cadre d'un procès intenté par un lobby pro israélien.

5. Des Églises américaines importantes désinvestissent de sociétés complices

Des églises et des confessions religieuses dans tous les États Unis prennent des décisions en soutien au désinvestissement et autres mesures de redevabilité contre le régime d'oppression d'Israël.

L'Église Presbytérienne (USA) a récemment poursuivi son action sur la base de son vote de 2014 en soutien au désinvestissement de ceux qui profitent de l'occupation, par une série de motions comprenant un appel à la société américaine RE/MAX pour qu'elle mette fin à son implication dans la vente de maisons dans les colonies israéliennes illégales et par un appel à « l'étude et à la prière » de l'appel palestinien au BDS.

En janvier, l'Église Méthodiste Unitaire a annoncé qu'elle désinvestissait des banques israéliennes qui financent l'occupation. L'Alliance Baptiste a annoncé en avril qu'elle désinvestirait des sociétés complices de l'occupation israélienne. La Conférence des Supérieurs Majeurs, un groupe de dirigeants catholiques, a publié en mars une déclaration de soutien au boycott et aux actions de désinvestissement.

6. À ce jour en 2016, des syndicats étudiants et des associations de plus de dix universités ont voté le soutien au désinvestissement ou à d'autres mesures de BDS.

Au Royaume Uni, le vote des étudiants de University College à Londres et de l'Université d'Edimbourg fait de leurs syndicats les derniers en date à adopter BDS et la campagne des Étudiants Noirs du syndicat national étudiant a réaffirmé par un vote son soutien à BDS et sa défense du mouvement BDS contre les efforts d'Israël et du gouvernement britannique pour le réprimer.

L'activisme sur les campus se développe aussi actuellement en Amérique Latine : plus de 200 universitaires brésiliens se sont engagés à soutenir le boycott académique. En janvier, les étudiants de

l'Université du Chili ont voté le soutien à BDS.

7. La 12^{ème} Semaine de l'Apartheid Israélien a été la plus importante à ce jour

La semaine de l'apartheid israélien de cette année a été la plus importante à ce jour, des groupes s'étant mobilisés dans plus de 225 villes et campus universitaires. La croissance de la semaine de l'apartheid israélien dans des pays d'Amérique latine et dans le monde arabe est particulièrement stimulante.

8. Des partis politiques de premier plan s'engagent dans des actions liées à BDS ou soutiennent le droit à BDS

En avril, deux partis politique néerlandais distincts, D66 et le parti de gauche vert, ont voté des motions appelant à des sanctions vis-à-vis d'Israël.

Pas plus tard que la semaine dernière, l'Internationale Socialiste (SI) a déclaré reconnaître la légitimité et l'efficacité de BDS. SI est une énorme association regroupant plus de 150 partis politiques socialistes et sociaux-démocrates de plus de 100 pays dans le monde. Elle comporte de nombreux partis de gouvernement, notamment d'Allemagne, d'Afrique du Sud, de France, du Chili, d'Italie, du Mexique, du Portugal, entre autres.

9. Les plus gros syndicats mondiaux continuent à rejoindre et à soutenir le mouvement BDS

Quelques uns des plus gros syndicats du Royaume Uni ont récemment apporté leur soutien à la campagne Stop G4S en appelant la compagnie à mettre fin à son rôle dans les prisons israéliennes, les checkpoints et l'armée.

En mai, la Fédération Uruguayenne des Travailleurs des Services et du Commerce (FUECYS) a appelé au boycott des produits israéliens et a demandé aux entreprises en Uruguay de casser leurs liens avec le régime d'apartheid israélien.

10. L' ONU crée une base de données des corporations qui facilitent l'occupation israélienne

Le 24 mars, le Conseil des droits humains de l'ONU a pris un engagement sans précédent en décidant de créer une base de données intégrant toutes les corporations dont les activités contribuent à l'entreprise de colonisation illégale d'Israël dans les Territoires palestiniens occupés, dont Jérusalem Est.

11. Le mouvement BDS est plus stimulant et bien organisé en réseau que jamais

En considérant la croissance et la force de notre mouvement alors qu'il entre dans sa douzième année, nous sommes stimulés par la détermination et l'engagement de ceux qui mènent d'incroyables campagnes et des organisations qui forment notre mouvement.

Le mouvement palestinien BDS construit de nouveaux liens et des relations avec les luttes pour la justice raciale, de genre, économique, sociale et climatique dans le monde. La compréhension que cette lutte pour les droits des Palestiniens est partie prenante d'une lutte mondiale plus large pour un monde basé sur la liberté, la justice, l'égalité des droits et une paix globale pour tous, s'élargit.

Le mouvement BDS inspire les Palestiniens et les gens de conscience de par le monde pour dire la vérité à ceux qui ont le pouvoir, défier les structures de pouvoir hégémoniques, racistes, et pour affirmer que les droits des Palestiniens doivent être respectés et mis en œuvre.

Source: [BDS Movement](#)